



Lettre ouverte à Monsieur Georges-François Leclerc, Préfet du Nord

Lille, le 17 mars 2023

Objet : forces de l'ordre – violences disproportionnées

Monsieur le Préfet,

La section lilloise de la Ligue des Droits de l'Homme était présente hier 16 mars à 18h pour manifester, avec 2 000 citoyennes et citoyens, notre opposition face au recours à l'article 49.3 de la constitution pour le projet de loi retraite. Le rassemblement, pacifique et calme, est parti de la place de la République en manifestation tout aussi calmement.

C'est dans cette deuxième phase que nous avons assisté, avec indignation, à un usage disproportionné et dangereux de la force publique qui s'apparentait à une volonté délibérée d'empêcher ce mouvement de se dérouler convenablement. Les policiers présents, particulièrement les agents en civil, casqués, sans RIO visible, ont fait usage de leurs armes et de méthodes brutales que la situation n'imposait manifestement pas. Dès la place du théâtre Sébastopol, ils ont encerclé le cortège, sans laisser d'issue possible.

Le cortège a été ensuite systématiquement scindé, désorienté, dirigé vers des rues étroites devenant dangereuses pour la foule. Ensuite, sans sommations, des tirs de lacrymogène directement au cœur de la foule ont généré des mouvements de panique. Enfin, nous avons assisté à une violente charge rue d'Alger—contre les jeunes militants, qui n'avaient ni provoqué, ni jeté de projectiles, ni allumé de flambeaux, ni interpellé directement les agents de police.

La section LDH Lille, juste devant ce cortège, a assisté à la charge. Nous avons interpellé les agents des forces de l'ordre, poliment, et nous nous sommes entendu répondre « Porte plainte connard ! ».



Des manifestants ont été brutalisés, frappés ; certains, réfugiés dans un hall d'immeuble pour se protéger des charges, ont été traînés par les cheveux et molestés. Ces jeunes citoyens sont aujourd'hui pour plusieurs d'entre eux blessés (contusions nécessitant des points de suture), pour beaucoup fragilisés comme nous par les gaz lacrymogènes. Mais surtout comme tous les manifestants choqués, abasourdis et en colère.

La politique de régression sociale mise en œuvre par le gouvernement, couplée à la fragilisation constante de l'État de droit, légitime les mouvements sociaux de protestation et les mobilisations, que nous soutenons. Nous avons participé à toutes les manifestations contre ce projet de loi, comme des milliers d'autres citoyens, avec détermination. Nous sommes atterré(e)s par le mépris que le gouvernement témoigne face à un mouvement social indéniablement puissant. L'État de droit doit évidemment garantir à toutes et tous ce droit essentiel d'exprimer son opposition et de protester. La force publique ne doit pas être un instrument de brutalisation des citoyens et militants. Surtout, quand elle est utilisée, elle ne peut pas être disproportionnée et dangereuse.

Nous vous demandons des explications sur les dérives brutales qui ont émaillé le maintien de l'ordre à Lille en cette soirée du 16 mars.

Nous vous demandons la confirmation que, si et quand elles seront engagées à Lille, les forces de l'ordre agissent de façon raisonnable, proportionnée, respectueuse de l'intégrité physique des personnes.

Nous vous adressons, Monsieur le Préfet, nos salutations républicaines,

La section lilloise de la Ligue des droits de l'Homme

Pour signer et appuyer la demande de la section :

<https://chng.it/9fRMW5DGch>